



C. GAVALDA ET J. STOUFFLET

---

# DROIT DE LA BANQUE

---

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

THÉMIS

COLLECTION DIRIGÉE PAR MAURICE DUVERGER

DROIT

CHRISTIAN GAVALDA

*Professeur à l'Université de Paris I  
Directeur de l'U.E.R. de Droit des affaires*

JEAN STOUFFLET

*Doyen de la Faculté de Droit de Clermont-Ferrand*

Dr 203 (2)

*Droit  
de la banque*



7463

2/5



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

## TABLE DES MATIÈRES

GÉNÉRALITÉS .....	5
1. <i>Objet du droit bancaire</i> .....	6
1. Les banques .....	7
2. Les opérations de banque .....	10
Notion d'opération de banque. Commercialité .....	10
Caractères des opérations de banque .....	11
2. <i>Sources du droit bancaire</i> .....	16
1. Sources législatives .....	16
2. Réglementation professionnelle .....	17
3. Usages professionnels .....	19
Bibliographie générale de droit bancaire .....	22
 CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — Les traits caractéristiques de l'évolution des structures bancaires .....	 25
1. <i>La concentration des entreprises de crédit en France</i> .....	29
2. <i>La mécanisation et l'électronisation des entreprises de crédit et le perfectionnement des techniques juridiques et financières des banques</i> .....	34
I — La mécanisation et l'électronisation des banques .....	34
1. La nécessité d'un traitement électronique des opérations de banque .....	34
2. Les étapes de l'automatisation bancaire .....	36
II — La diversification et la spécialisation bancaires.....	39
1. La diversification et le perfectionnement de la gestion bancaire .....	39
2. La spécialisation moderne des banques françaises ....	40

3. <i>L'expansion européenne et l'internationalisation de l'activité bancaire</i> .....	43
I - L'internationalisation de l'activité bancaire .....	43
1. Le développement des crédits commerciaux internationaux .....	43
2. Le développement des crédits financiers .....	44
3. La coopération interbancaire internationale .....	45
II - Les répercussions du Marché commun sur les structures bancaires .....	46
1. La Banque européenne d'Investissements .....	46
2. La libération de l'établissement et des prestations de services bancaires et la coordination des législations bancaires des Neuf .....	46
4. <i>La publicisation du secteur bancaire</i> .....	51
Le pouvoir bancaire .....	60
Notations et orientations d'histoire bancaire .....	62
<b>CHAPITRE I. — La définition légale des banques et des établissements financiers</b> .....	71
1. <i>La notion de banque au sens de la loi du 13 juin 1941</i> .....	72
I - La définition de la profession de banquier .....	72
1. La réception de fonds du public à titre de dépôts ou autrement .....	73
2. L'activité assumée par la banque « pour son compte » .....	76
3. L'utilisation par la banque de ces fonds en opérations déterminées .....	76
II - Le monopole bancaire de la réception des dépôts à vue ou à moins de deux ans .....	78
III - Autres attributions réservées aux banques .....	83
2. <i>Les établissements financiers et les professions auxiliaires de la banque</i> .....	85
I - Les établissements financiers soumis à enregistrement ..	89
1. Les diverses catégories de personnes ou d'entreprises tenues à enregistrement .....	89
2. Les formes juridiques et le contrôle des établissements financiers à titre principal ou accessoire .....	91

II - Les personnes et les établissements se livrant aux activités de l'article 27-2° L. 13 juin 1941 soumises à une simple déclaration d'activité au C.N.C. ou même laissées exceptionnellement en dehors du statut de la loi du 14 juin 1941 .....	95
1. L'exercice occasionnel de l'activité d'établissement financier .....	95
2. Etablissements soumis à une simple déclaration d'activité au C.N.C. ....	96
3. <i>Les auxiliaires et les intermédiaires de banque et de bourse</i> ...	106
<b>CHAPITRE II. — L'organisation générale des banques en France</b> .....	109
1. <i>Le principe de classification officielle des banques</i> .....	111
I - Les banques de dépôt .....	112
II - Les banques d'affaires .....	117
III - Les banques de crédit à moyen et long terme .....	126
2. <i>Tableau du système bancaire français</i> .....	128
I - La Banque de France .....	131
1. La nature et la forme juridique de la Banque de France .....	132
2. L'organisation de la Banque centrale .....	135
3. Les rapports entre la Banque centrale et d'autres entités de droit public .....	137
4. Les attributions de la Banque de France .....	138
II - Les banques dites inscrites et le secteur bancaire privé mutualiste .....	148
1. Les banques inscrites .....	148
Les banques de dépôt .....	148
Les banques d'affaires .....	150
Les banques de crédit à moyen et long terme ...	151
Les banques sous contrôle étranger .....	152
2. Le crédit corporatif et mutualiste du secteur dit libre .....	153
III - Les banques à statut spécial .....	154
1. Les banques populaires et les sociétés de cautionnement mutuel .....	156
2. Le crédit agricole mutuel officiel .....	158
3. Les caisses de crédit mutuel .....	165
4. La caisse centrale de Crédit coopératif .....	166

IV - Les institutions publiques et semi-publiques de crédit et de mobilisation .....	167
1. Les établissements de crédit nationalisés .....	169
2. La Caisse de Dépôts et Consignations .....	172
3. Le Crédit Foncier de France .....	175
4. La Caisse nationale des Marchés de l'Etat .....	181
5. Le Crédit National .....	182
6. La Banque française pour le Commerce extérieur ...	185
7. Le Crédit Municipal .....	187
8. Les Caisses d'Epargne .....	188
9. Le service des Chèques postaux .....	190
10. Le Trésor banquier .....	191
V - Les banques internationales et européennes .....	192
1. Banques intergouvernementales .....	193
2. Banques européennes .....	194
VI - Organismes financiers spéciaux et institutions « para-bancaires » .....	195
1. Les organismes financiers spéciaux .....	196
2. Les Chambres de Compensation .....	200
CHAPITRE III. — Le statut des entreprises de crédit .....	206
1. Les organes de contrôle de la profession bancaire .....	207
I - Le Conseil national du Crédit .....	208
1. La composition du C.N.C. ....	209
2. Les attributions du Conseil national du Crédit .....	209
II - La Commission de contrôle des Banques (C.C.B.) ....	214
1. La composition de la C.C.B. ....	215
2. Le rôle et les attributions de la C.C.B. ....	215
III - L'Association professionnelle des Banques (A.P.B.) et l'Association professionnelle des Etablissements financiers (A.P.E.F.) .....	226
1. La forme juridique et la composition de l'A.P.B. ...	227
2. Le rôle de l'A.P.B. ....	227
IV - Les organismes officiels d'information et de statistiques en matière de banque et crédits .....	231
1. Le Service central des risques .....	232
Fonctionnement actuel du Service central des risques .....	233

2. La Centrale des Bilans de la Banque de France ...	238
3. Fichier des chèques impayés de la Banque de France	239
4. Les Centrales d'incidents de paiements d'effets autres que les chèques .....	240
V - La Commission de Vérification des Comptes des Entreprises publiques .....	241
VI - La Banque de France en tant qu'organisme de tutelle des banques .....	244
VII - Les organes de contrôle de droit commun des sociétés de banque : les commissaires aux comptes .....	246
2. Les formes juridiques possibles des entreprises de crédit et des groupes bancaires .....	248
I - La forme juridique de l'entreprise de banque ou de l'établissement financier .....	248
II - Les groupes bancaires .....	249
III - Les changements de structure des entreprises de banque	250
3. Les conditions d'accès à la profession bancaire et de création d'une entreprise de banque ou d'un établissement financier. ....	251
I - L'accès à la profession et la création d'une entreprise bancaire .....	253
1. La réglementation professionnelle .....	253
Conditions de capacité .....	254
Incompatibilités et interdictions .....	254
Conditions de nationalité .....	258
2. Réglementation dite structurelle .....	262
3. Les sanctions des manquements à cette réglementation	273
II - L'accès à la profession et la création d'un établissement financier .....	274
4. L'exercice de l'activité bancaire et le contrôle de l'Etat sur les entreprises bancaires et le crédit .....	277
I - Le contrôle de l'Etat sur la gestion des entreprises bancaires	278
1. Fixation par la C.C.B. de pourcentages entre les liquidités et les ressources des banques du secteur privé (coefficients dits de liquidité, de solvabilité et de division des risques) .....	280
2. Les garanties imposées aux banques pour l'octroi de crédits à certaines personnes qui leur sont liées .....	283
3. L'obligation éventuelle des banques de se cantonner à une certaine zone géographique et le devoir de se borner à l'activité bancaire prévue dans leur objet social ..	284

4. L'obligation pour les banques de respecter certaines formes pour leurs comptes et bilans et de publier certains documents .....	285
5. Les obligations fiscales .....	289
6. Règles spéciales de gestion imposées pour certaines activités de crédit .....	290
II - Les obligations imposées aux entreprises bancaires pour permettre à l'Etat un contrôle du et des crédits.....	291
1. L'action sur les conditions de banque .....	296
Les commissions .....	297
Les intérêts des comptes et des opérations de crédit .....	297
2. Les méthodes quantitatives de contrôle du crédit ...	299
Le maniement du taux d'escompte et les plafonds de réescompte .....	300
Les planchers d'effets publics et le coefficient de Trésorerie .....	303
Procédé des réserves obligatoires .....	304
3. Les procédés de contrôle qualitatif du crédit .....	316
4. Collaboration des banques avec le Trésor .....	322
III - La responsabilité de la Puissance publique pour absence ou insuffisance de contrôle des banques ou établissements financiers .....	325
1. Absence de responsabilité de l'Etat du fait des attributions juridictionnelles de la C.C.B. ....	326
2. La responsabilité éventuelle de l'Etat pour l'absence ou l'insuffisance des mesures administratives de contrôle des banques .....	326
5. L'assistance aux banques en difficulté .....	330
CHAPITRE IV. — Les cadres juridiques de l'activité bancaire .....	334
1. Rapports interbancaires .....	335
2. Rapports entre le banquier et ses clients .....	337
I - L'entrée en relation du banquier avec le client .....	338
1. Recherche du client par la Banque. Démarchage et publicité .....	338
2. Droit de refus du banquier.....	342
Refus d'ouverture du compte .....	342
Refus de crédit.....	350
Refus de prestations financières diverses .....	351

II - L'instrument des relations avec les clients : le compte bancaire .....	352
1. Notion de compte bancaire.....	352
2. Contrôles à effectuer par le banquier lors de l'ouverture d'un compte .....	355
Caractère obligatoire du contrôle et domaine .....	355
Etendue des vérifications à opérer et modalités ...	357
Responsabilité du banquier à raison de l'absence ou de l'insuffisance de contrôle .....	363
III - Capacité et pouvoirs requis du client .....	364
1. Exigence de la personnalité juridique .....	365
2. Personnes physiques .....	367
Personnes mariées .....	368
Mineurs .....	372
Incapables majeurs .....	377
Infirmes, illettrés .....	380
Personnes frappées de déchéance ou d'interdiction professionnelle.....	381
Personnes en état de liquidation de biens ou de règlement judiciaire .....	382
Etranger et non-résident.....	384
3. Personnes morales et groupements .....	385
IV - Devoirs du banquier à l'occasion des opérations avec les clients.....	391
1. Devoir et discrétion. Secret professionnel .....	393
Principe de l'application au banquier de l'art. 378 du Code pénal .....	395
Secret bancaire et Puissance publique .....	397
Secret bancaire et particuliers .....	401
2. Devoir de surveillance et de conseil. Principe de non-ingérence .....	405
Absence d'un devoir général de surveillance et de conseil.....	406
Devoirs limités du banquier en matière de conseil et de surveillance .....	408
V - Responsabilité du banquier .....	411
1. Responsabilité pénale du banquier .....	412
2. Responsabilité civile du banquier .....	414
Responsabilité du fait personnel .....	414
Responsabilité du fait d'autrui .....	416
VI - Conflits de lois .....	418
3. Rapports entre le banquier et le fisc .....	420

CHAPITRE VII. — Les opérations de crédit .....	552	Escompte fournisseur ou indirect.....	616
1. Généralités. La convention de crédit .....	553	Nature juridique de l'escompte .....	618
I — Formation de la convention de crédit .....	553	4. Crédit de mobilisation des créances commerciales....	619
1. Mécanisme de formation de la convention de crédit.		Conditions du recours au C.M.C.C. ....	620
L'ouverture de crédit .....	554	Mécanisme du C.M.C.C. ....	621
2. Forme de la convention de crédit et preuve .....	558	Garantie du C.M.C.C. au moyen de factures ou	
II — Obligations nées de la convention de crédit .....	560	bordereaux protestables transmissibles .....	625
1. Obligations du crédité .....	560	5. Factoring ou affacturage .....	627
Intérêts et commissions .....	560	Définition et utilité économique du factoring ....	627
Garanties et mesures de protection du banquier .	570	Mécanisme du factoring .....	629
2. Obligations de la banque. La réalisation du crédit...	573	II — Le crédit à moyen terme .....	634
Montant du crédit .....	574	1. L'apparition en France de ce type de crédit depuis 1914	636
Bénéficiaire du crédit. Cession et saisie .....	575	2. La technique actuelle du crédit à moyen terme .....	637
Obstacles à la réalisation du crédit : contrôle public	576	La technique générale de mobilisation des crédits	
III — Fin du crédit .....	578	à moyen terme .....	639
1. Evénements mettant fin au crédit .....	578	Les filières spécialisées de refinancement des crédits	
Fin des crédits à durée indéterminée .....	578	à moyen terme .....	646
Fin des crédits à durée déterminée .....	580	Crédits à moyen et long terme non réescomptables	648
2. Effets de l'expiration du crédit .....	582	III — Le crédit bancaire à long terme .....	658
IV — Responsabilité du banquier envers les créanciers du crédit		1. Les crédits bancaires à long terme non mobilisables ..	662
à raison du crédit.....	583	Le crédit bail ou leasing immobilier.....	663
1. Responsabilité née de l'ouverture du crédit .....	583	2. Le crédit à long terme mobilisable .....	667
Principe de la responsabilité du banquier donneur		Le marché hypothécaire .....	668
de crédit.....	583	IV — Les crédits par signature.....	677
Domaine de la responsabilité du banquier donneur		1. Généralités .....	677
de crédit.....	585	2. Le cautionnement bancaire .....	678
Mise en œuvre de la responsabilité du banquier		Principales applications du cautionnement bancaire	678
donneur de crédit .....	589	Régime juridique du cautionnement bancaire ....	683
2. Responsabilité née de l'interruption d'un crédit .....	591	V — Circuits extra-bancaires de financement .....	685
2. Le crédit interne .....	592	1. Les crédits « face à face » entre entreprises non liées	686
I — Le crédit bancaire à court terme .....	592	2. Les crédits « face à face » entre entreprises relevant	
1. Notion de crédit à court terme et techniques .....	592	d'un même groupe .....	689
2. L'avance et le découvert .....	595	3. Le crédit et l'assurance crédit au commerce extérieur .....	693
3. L'escompte .....	597	I — Les procédures de financement et d'assurance crédit des	
Formation de l'escompte .....	598	exportations .....	699
Mécanisme de l'escompte .....	604	1. Les procédures de préfinancement et de financement des	
Mobilisation du crédit accordé par l'escompteur..	607	exportations .....	699
Dénouement de l'opération .....	610	Le préfinancement des exportations .....	701
		Le crédit fournisseur à court terme .....	702

Le crédit à moyen terme (18 mois à 7 ans) .....	704
Le crédit à long terme .....	706
Le crédit acheteur .....	708
2. L'assurance crédit à l'exportation .....	715
II - Le financement des importations. Le crédit documentaire .....	722
1. Ouverture du crédit documentaire .....	723
Rapports entre le donneur d'ordre et le banquier .....	724
Rapports entre le banquier et le bénéficiaire .....	725
2. Réalisation du crédit documentaire .....	727
Remise des documents au banquier .....	727
Contrôle des documents par le banquier .....	728
Règlement du crédit au bénéficiaire .....	734
Transmission des documents au donneur d'ordre et remboursement de la banque .....	734
Saisie du crédit documentaire .....	735
3. Transfert du crédit documentaire .....	736
4. Garantie des crédits bancaires .....	738
I - Sûretés réelles et garanties assimilables .....	738
1. Hypothèque .....	738
Constitution d'hypothèque .....	739
Promesse d'hypothèque .....	740
2. Nantissement .....	742
Nantissement des meubles corporels .....	742
Nantissement des créances, des meubles incorporels et des espèces .....	744
3. Subrogation et conventions concernant le rang des créances .....	754
Subrogation de la banque dans les sûretés et privi- lèges d'un autre créancier .....	754
Cession d'antériorité .....	755
Créances de dernier rang .....	756
4. Engagement de ne pas aliéner ou hypothéquer .....	759
II - Sûretés personnelles .....	760
1. Cautionnement .....	760
Formation du cautionnement .....	760
Obligations de la caution .....	764
Extinction du cautionnement .....	767
2. Aval par acte séparé .....	770
3. Assurance crédit interne .....	773

CHAPITRE VIII. — Les services bancaires .....	781
1. Les services rendus par les banques en matière d'effets de commerce (en dehors de l'escompte) et de chèques .....	782
2. Les services rendus en matière de valeurs mobilières .....	789
Les services rendus en matière de titres aux particuliers : dépôt et gestion de valeurs mobilières .....	790
1. Le contrat des dépôts de titres .....	791
Le dépôt individualisé .....	791
Le dépôt de titres mis en compte courant de S.I.C.O.V.A.M. ....	795
2. Le contrat de gestion de titres .....	801
3. La location de coffre-fort .....	808
4. Services divers en matière de règlement, de maniement et de transfert de fonds .....	816
I - L'automatisation des services de caisse .....	816
II - Instruments de règlement et de transfert de fonds .....	819
1. Les cartes de crédit .....	820
2. Les lettres de crédit et accreditifs .....	828
3. Les chèques de voyage et les chèques restaurant .....	831
4. Les avis de prélèvement .....	832
III - Les compléments du service de caisse .....	834
5. La fourniture de renseignements .....	837
INDEX ALPHABÉTIQUE .....	839